

ARRETE N°EPE UCA-2020-096

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE
DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE**

**LE PRESIDENT PROVISOIRE
DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC EXPERIMENTAL UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE**

Vu le Code de l'éducation ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n°2020-1527 en date du 7 décembre 2020 portant création de l'établissement public expérimental (EPE) Université Clermont Auvergne (UCA) ;
Vu les statuts de l'EPE UCA ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée à **Madame Stéphanie LAMAISSON**, Directrice des relations internationales et de la francophonie (DRIF), à effet de signer, au nom du Président provisoire de l'EPE UCA, les actes suivants concernant les affaires traitées au sein de la DRIF :

1.1 : Les actes de gestion des personnels du service :

- Congés annuels et RTT (Réductions du Temps de Travail) ;
- Horaires ;
- Autorisations d'absences autres que garde d'enfant ou activité syndicale ;
- Attestations de service fait, attestations de présence ;
- Déclarations d'accident de travail et certificats de prise en charge ;
- Demandes d'ordre de mission, valant autorisation d'effectuer la mission, d'une durée inférieure à 8 jours en France métropolitaine ;
- Autorisation de conduite de véhicule administratif pour les véhicules relevant de la structure ;
- Contrats de travail étudiants au titre de l'article L. 811-2 du code de l'éducation.

1.2 : Les actes d'exécution du budget alloué au service, dans la limite des crédits ouverts et disponibles, dans le respect du cadre légal et réglementaire et conformément aux procédures d'établissement :

- Dépense :
 - Engagement (dont ordres de mission SIFAC et lettre d'invitation SIFAC), pour des montants inférieurs ou égaux à 7.500 € ;
 - Constatation et certification du service fait et des pièces justificatives afférentes, quel que soit le montant ;
- Recettes : demandes de titres de recettes ;
- Missions : états liquidatifs des frais de déplacement.

1.3 : Les actes suivants relatifs à la politique des relations internationales et aux projets Erasmus + :

- Tous documents concernant les dossiers de candidatures Erasmus (conventions, contrats sauf financiers, contrats teaching staff).

1.4 : Les actes suivants relatifs aux affaires administratives :

- Attestations de logement ;
- Attestation de préinscription pour demande de visa ;
- Tableaux d'attribution de bourses transmis à l'agence comptable pour mise en paiement sur les crédits de la Direction (bourses AMI, bourses Erasmus, bourses UCA) ;
- Bordereaux de notification de bourses de mobilité ;
- Convention d'accueil de chercheur étranger (formulaire préfectoral).

1.5 : Les actes d'ordre pédagogique suivants :

- Contrats d'étude des étudiants sous convention ;
- Attestations d'arrivée ;
- Attestations de fin de séjour ;
- Relevés de note.

Article 2 :

Sont expressement exclus de la présente délégation :

- Les conventions autres que celles visées à l'article 1 ;
- Toute demande d'ordre de mission/lettre d'invitation SIFAC et convention de formation à l'international.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie LAMAISON, la délégation de signature qui lui est confiée à l'article 1.2 sera exercée par **Madame Cécile BERNARD**, responsable du pôle « Gestion des mobilités internationales ».

Article 4 :

Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable de l'EPE UCA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 décembre 2020


 Le délégant,
Mathias BERNARD, Président provisoire

Les délégataires,

Vu et pris connaissance, le	Stéphanie LAMAISON	
Vu et pris connaissance, le	Cécile BERNARD	

Le Président provisoire de l'EPE UCA certifie le caractère exécutoire de cet acte,

- Transmis au contrôle de légalité le

- Publié le **16 DEC. 2020**

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.